



Séance ordinaire du lundi 1 février 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le premier février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Christian ASSAF, Sébastien COTE, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Philippe SAUREL

Aménagement durable - Convention d'échange de données du fichier national des accidents corporels de la circulation - Renouvellement - Autorisation de signature

Madame Julie FRÊCHE, Vice-Présidente, rapporte :

La stratégie de la sécurité des déplacements s'inscrit dans une démarche méthodologique engagée par la Ville de Montpellier en 2008 et poursuivie depuis 2016 sur le territoire métropolitain, couvrant les 31 communes. En effet, au sein de la Direction des Mobilités, le service Déplacements et Sécurité Routière développe une mission d'analyse de la Sécurité des Déplacements et notamment une analyse de l'accidentalité du territoire grâce à la structuration d'un observatoire.

Cet observatoire s'appuie sur un Système d'Information Géographique (SIG) alimentés par les données des accidents corporels de la circulation et permettant de cibler les zones d'accumulation d'accidents.

Ces données sont renseignées par les Forces de l'Ordre Police Nationale et Gendarmerie, et détaillent le lieu et les caractéristiques de chaque accident à partir des procès-verbaux. Ensuite, cette base de données est contrôlée par l'Observatoire Départemental de la Sécurité Routière de l'Hérault (ODSR/ DDTM34), qui s'assure de la fiabilité des données avant de les mettre à disposition des acteurs de la sécurité routière.

Cette méthode de travail (collecte, correction et exploitation des données accident) nécessite un étroit partenariat avec les forces de l'ordre et l'ODSR, encadré par la Délégation à la Sécurité et à la Circulation Routière. Cet organisme élabore et met en œuvre, au plan national, la politique de lutte contre l'insécurité routière.

Localement, l'observatoire du service Déplacement et Sécurité Routière dresse annuellement un état des lieux de l'accidentalité sur le territoire de la Métropole. Parmi d'autres analyses, plusieurs indicateurs de sécurité routière sont construits comme la densité d'accidents corporels et mortels, la densité d'accidents impliquant des modes vulnérables, etc.

Ces indicateurs alimentent les études d'enjeux de sécurité routière permettant de hiérarchiser des axes sur lesquels un gain de sécurité est important. Lorsqu'un axe est ciblé, un diagnostic complet permet de relever les problématiques sur l'itinéraire. En effet, l'analyse des procès-verbaux d'accidents et le relevé détaillé de la configuration de l'axe, permettent de comprendre les accidents et de dégager des pistes d'actions pour renforcer la sécurité routière.

Par conséquent, l'échange de cette base de données « accident » est indispensable pour pérenniser le travail de l'observatoire de l'accidentalité, réel outil d'aide à la décision. Aussi, cette base de données est systématiquement analysée lors des études ponctuelles d'aménagements spécifiques de sécurité.

A cet effet, la convention de correction et d'exploitation des données issues du fichier national des accidents corporels de la circulation doit être renouvelée pour une durée de 5 ans entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Délégation à la Sécurité et à la Circulation Routière.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver le projet de convention avec entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Délégation à la Sécurité et à la Circulation Routière pour l'exploitation et la correction des données du fichier national des accidents corporels de la circulation ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 90 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 16/02/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 février 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210201-153302-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/02/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.